


**JEAN-FRANÇOIS
COUSTILLIÈRE**

**Périls imminents
en
Méditerranée**

préface de **Antoine Sfeir**

dialogue animé par **José Lenzini**



 ***l'aube***

PÉRILS IMMINENTS EN MÉDITERRANÉE

La collection *Méditerranées*
est dirigée par José Lenzini

Dans la même collection :

Jean Viard, *Quand la Méditerranée nous submerge*, 2016

Daniel Herrero, *Mes Méditerranées*, 2016

Boris Cyrulnik, Boualem Sansal, *L'impossible paix en Méditerranée*, 2017

Christian Bromberger, *La Méditerranée, entre amour et haine*, 2018

Danièle Masse, *Cargèse, perle des douloureux exils*, 2018

Multiple et complexe, la Méditerranée est un territoire expansif et pluriel, un lieu de rencontre des civilisations et des cultures, un pôle de découvertes, de perspectives, d'exils et de commerce.

La collection *Méditerranées* aborde ces espaces par le biais de l'histoire, des réflexions, de la sociopolitique. Sous forme d'entretiens, de témoignages ou d'essais, la collection vise à mieux (dis)cerner ce centre névralgique de notre présent, de nos futurs.

© Éditions de l'Aube, 2019
www.editionsdelalube.com

ISBN 978-2-8159-3099-4

Jean-François Coustillère

Périls imminents en Méditerranée

dialogue animé par José Lenzini

éditions de l'aube

DU MÊME AUTEUR

HISTOIRE NAVALE DE LA TUNISIE, Tunis,
ECEM, 1998

LA SITUATION GÉOSTRATÉGIQUE EN MÉDI-
TERRANÉE, avec Nicole Grimaud, Demos,
2006

(dir.) LE 5 + 5 FACE AUX DÉFIS DU RÉVEIL
ARABE, L'Harmattan, 2012

GÉOPOLITIQUE ET MÉDITERRANÉE, 2 vol.,
L'Harmattan, 2014

Préface

Encore un ouvrage sur la Méditerranée ? Au moment où la mare nostrum est encore à feu et à sang, l'éclairage de Jean-François Coustillière permet de mieux décortiquer une situation enchevêtrée devant laquelle les observateurs perdent facilement leur latin. Lac de paix à deux seules périodes de son histoire – dans l'Antiquité, à l'ère des comptoirs phéniciens, et sous la Pax Romana qui régnait sur son pourtour au III^e siècle –, cette mer qui nous est si chère, berceau de notre civilisation, est toujours le théâtre de conflits anciens qui s'enlisent (Israël-Palestine) et d'autres qui ont émergé au tournant du siècle : Libye, Irak, Syrie, Yémen... Dans la foulée des printemps arabes, les nouveaux foyers de tensions qui se sont développés au Levant et dans la bande sahélo-saharienne ont entraîné des phénomènes migratoires et terroristes inédits jusqu'alors, qui influent directement sur les États du nord de la Méditerranée. Impasses rendues encore plus inextricables pour les diplomates occidentaux, eux-mêmes loin d'être innocents en la matière, par l'intrusion de puissances internationales (États-Unis, Russie)

JEAN-FRANÇOIS COUSTILLIÈRE

ou régionales (Iran, Turquie, Arabie séoudite) qui, bien qu'éloignées, tiennent à protéger leurs intérêts sur les rives de la Méditerranée.

J'ai l'honneur et le plaisir de partager l'amitié de l'auteur, passionné par les liens entre l'Europe et l'espace méditerranéen, professeur à l'IHEDN tunisien, président également l'association Euromed et les journées annuelles de Cybèle, véritable agora des questions méditerranéennes. Son expertise procède d'une longue expérience; son honnêteté intellectuelle est reconnue dans tous les pays concernés. C'est bien ce qui s'appelle une vocation. Pour le contre-amiral (2S) Coustillièrre, la Méditerranée est aujourd'hui le champ de bataille de la guerre des autres, et plus que jamais au cœur de questions cruciales pour notre avenir commun: flux migratoires, trafics divers, sécurité alimentaire, gestion de l'eau, défi énergétique, et les plus essentielles: éducation et emploi. Avec une analyse pointue des conflits qui l'embrasent et des enjeux qui l'agitent, depuis le Proche et le Moyen-Orient jusqu'à l'Afrique du Nord et au Sabel, il remet au centre de nos préoccupations une région que, même si des vents contraires nous attirent vers d'autres grands larges, particulièrement asiatiques, nous n'aurions jamais dû négliger.

Antoine Sfeir

Le temps de la contre-croisade

Neuf mois après la proclamation de la victoire, en novembre, sur le groupe État islamique (EI), un rapport de l'Organisation des Nations unies faisait état de la présence de vingt mille à trente mille djihadistes en Irak et en Syrie qui pourraient bien être des territoires de reconstitution de forces nouvelles... Même si elles ne disposent plus alors de combattants étrangers, dont le nombre n'excède pas les cinq mille volontaires. Contrairement à ce que clamaient les pays en guerre contre l'intégrisme, l'organisation djihadiste a resurgi dans de nombreuses régions proches de la capitale syrienne et a essaimé dans d'autres zones bien plus éloignées. Pour les rapporteurs de l'ONU, en dépit des importantes pertes subies par les *leaders* de l'EI, l'administration, qui est encore sous le contrôle d'Abou Bakr Al-Baghdadi, est quasiment intacte et capable de s'adapter à un nouveau type de combat proche de guérillas multiples dans de nombreuses poches de résistance qui inquiétaient le porte-parole du Pentagone lui-même, estimant, en août 2017, que « ce qui compte, c'est la capacité et les

intentions de l'EI à l'échelle mondiale : le combat n'est donc pas terminé ». Nous avons peut-être libéré Mossoul et Raka du cancer islamique, mais des métastases menacent en bien d'autres lieux comme la Libye, le Yémen, peut-être même la Turquie et bon nombre d'autres pays méditerranéens où peut renaître ce que certains observateurs qualifient de véritable contre-croisade contre les infidèles.

L'État islamique est décimé et sa kyrielle de potentats en mal de pouvoir n'a plus les moyens de ses ambitions... Voilà ce qu'on nous annonçait pourtant il y a peu.

Sur le champ de ruines qu'est devenue une partie de la Syrie, les négociations vont bon train pour se partager le marché juteux de la reconstruction... Maintenant que Daech est (virtuellement ?) laminé, le consensus se fait autour d'un avenir en béton qui concerne peu les populations les plus pauvres, notamment sunnites. Leur ressentiment est susceptible de nourrir les mouvements djihadistes en reconstruction, profitant de cette situation aussi bien que de celles liées aux changements climatique ou politique entraînant des migrations importantes que nous traitons par le déni.

Regardez donc ailleurs ! Dans vos (vieux) livres d'histoire présentant la Méditerranée comme un lac de paix... qu'elle ne fut que durant l'Antiquité à l'époque des comptoirs phéniciens ou pendant la *Pax Romana*. Si elle est toujours présentée comme le berceau des civilisations, elle risque fort de devenir celui

des conflagrations et d'être l'épicentre d'un conflit qui pourrait bien avoir l'allure d'une anti-croisade. Ce qui n'est pas seulement une vue de l'esprit ! Quand Oussama Ben Laden institua, en 1998, son Front de salut contre les juifs et les croisés, son projet s'inscrivait dans un contexte historique précis perpétué par d'autres mouvements mieux structurés visant dès lors à l'institution d'un califat. Lorsque Daech recrute ses mercenaires, il le fait également sur les bases de l'anti-croisade. Les mouvements islamistes qui sévissent sur différents périmètres, parfois très éloignés, s'en revendiquent également et parviennent à recruter des jeunes en prônant une idéologie beaucoup plus forte encore que la religion, son interprétation ou son instrumentalisation. Pour eux également, le *djihad* s'impose face aux nouveaux croisés qui, au nom du droit d'ingérence, ont envahi la Libye ou la Syrie.

Souvenons-nous que c'est bien de croisade que le président Bush parla en 2001 pour justifier l'éradication du terrorisme par les États-Unis, un terme qu'il reprit en 2003 quand il repartit en « croisade » contre Saddam Hussein, tyran dont il promettait de libérer le pays pour y instaurer une paix et une démocratie tweetées à l'envi par son successeur Donald Trump. Et les Occidentaux utilisèrent également ce terme quand ils intervinrent en Libye durant six ans.

Le mot « croisade » a une forte résonance dans bien des milieux arabo-musulmans. Il ne

s'agit pas d'un simple mot, mais de douloureux maux enfouis d'une histoire qui paraît vouloir bégayer. Nous en avons la preuve avec l'Andalousie qui a été une terre musulmane pendant plusieurs siècles et qui, aujourd'hui encore, est revendiquée aussi bien par les islamistes que par les salafistes ou par les djihadistes. L'Andalousie subsiste comme le rêve manqué des Sarrazins. Un rêve de croisade à rebours !

La Méditerranée est toujours le théâtre de conflits anciens qui s'enlisent (Israël-Palestine) et d'autres qui ont émergé au cours des dernières décennies : Libye, Irak, Syrie, Yémen...

Tout le mérite du contre-amiral (2S) Jean-François Coustillière est de faire le point sur une situation qui n'est pas figée et trouve ses racines dans une histoire oubliée. Il s'attache notamment à analyser l'importance des printemps arabes de 2011, qui constituent la première manifestation de rébellion des populations contre des pouvoirs autoritaires qui les asservissaient, avec une complicité occidentale qui ne s'était pas manifestée depuis les indépendances. Ils sont au cœur de son analyse, car ils ont brouillé notre vision des rivalités de pouvoirs – passées et présentes – qui s'exercent sur l'espace méditerranéen. Les enjeux s'en sont trouvés modifiés d'autant plus que les acteurs se sont multipliés du fait de l'émergence de nouveaux partenaires. Les risques et les menaces méritent alors d'être revisités pour

identifier les priorités à adopter dans nos relations internationales et dégager des tentatives de propositions de réorientation d'une nouvelle politique extérieure.

Par ailleurs, de nouveaux foyers de tensions se sont développés au Levant et dans la bande sahélo-saharienne : ils ont entraîné des phénomènes migratoires et terroristes inédits jusqu'alors. Ces phénomènes évolutifs influent directement sur les États du nord de la Méditerranée. Impasses rendues encore plus inextricables pour les diplomates occidentaux, eux-mêmes loin d'être innocents en la matière, par l'intrusion de puissances internationales (États-Unis, Russie) ou régionales (Iran, Turquie, Arabie séoudite) qui, bien qu'éloignées, tiennent à protéger leurs intérêts sur les rives de la Méditerranée.

L'Arabie séoudite est devenue un modèle de démocratie fréquentable par la magie d'un jeune prince qui ouvre les cinémas et donne le droit de conduire aux femmes tout en maintenant son royaume en tête des exécutions capitales... l'une d'elles s'accompagnant d'une crucifixion pour un gamin de 17 ans ayant manifesté contre le régime. Derrière ce prince subsiste un régime féodal excessivement brutal qui s'est également illustré dans l'assassinat du journaliste Jamal Ahmed Khashoggi, le 2 octobre 2018, au consulat d'Arabie séoudite à Istanbul...

Tout en demandant que la lumière soit faite sur cet homicide, la France (comme bien

d'autres nations) a souhaité maintenir un lien avec ce royaume pétrolier auquel notre pays a vendu pour 12 milliards d'euros d'armes au cours des neuf dernières années... Dont des avions utilisés pour mener un véritable génocide au Yémen.

Dans le même temps, l'Iran joue des coudes et distribue généreusement des armes aux djihadistes pouvant bousculer l'État du jeune prince qui sait tout acheter, y compris les (bonnes) consciences.

L'Europe se cherche, hésite, se fourvoie, s'interroge et reste intensément passive tout en hésitant entre la Chine expansionniste et une Amérique sans boussole jouant les apprentis sorciers et le *buzz* quotidien. Comme eux deux, la Russie rêve de (re)devenir un grand empire et le monde avance à tâtons en détournant les yeux des problèmes du monde « émergent » et de la Méditerranée en bouillonnement... Une Méditerranée qui reste la mer la plus polluée du monde... sur ses ondes et ses rivages.

Alors, un livre de plus sur la Méditerranée et ses périls ?... Non ! Un livre résolument différent dans lequel l'auteur dresse des constats qui vous amèneront inmanquablement à des conclusions.

Au moment où la *mare nostrum* est toujours à feu et à sang, l'éclairage de Jean-François Coustillière permet de mieux décortiquer une situation enchevêtrée devant laquelle les observateurs perdent facilement leur latin.

PÉRILS IMMINENTS EN MÉDITERRANÉE

Avec une analyse pointue des conflits qui l'embrassent et des enjeux qui l'agitent, depuis les Proche et Moyen-Orient jusqu'à l'Afrique du Nord et au Sahel, l'auteur remet au centre de nos préoccupations une région que, même si des vents contraires nous attirent vers d'autres grands larges – particulièrement asiatiques –, nous n'aurions jamais dû négliger.

Tous les périls sont à nos portes, par-delà cette paix armée dont les risques nous échappent. Le monde sécuritaire forgé de démocratie et de laïcité dans lequel nous vivons n'est qu'un barrage dérisoire.

José Lenzini

1

Un dangereux apartheid

José Lenzini. – Avant d'aborder les « printemps arabes », quels sont les paramètres des conflits, des crises et des tensions qui secouent la Méditerranée ?

Jean-François Coustillière. – On peut distinguer trois grands types d'affrontements. Au Proche-Orient, nous subissons le conflit israélo-palestinien qui n'en finit pas et dont l'issue ne semble toujours pas en vue. Il y a également la Syrie, qui est un terrain conflictuel plus récent, au même titre que la Libye. Il faut également évoquer des tensions qui sont souvent la résultante de conflits pas ou mal résolus. Je pense notamment à Chypre et au Sahara occidental où s'exercent des tensions liées à l'histoire qui nous a légué des dissensions que nous n'avons pas été capables de résoudre. Elles se sont enkystées et ont été gelées sous l'égide de l'ONU, avec le plus souvent des espaces de séparation comme la

ligne verte¹ à Chypre. Ce sont autant de secteurs dans lesquels il n'est possible de pénétrer que sous contrôle, sans parler des murs qui sont érigés ici et là (comme au Sahara, autour

*L'islam violent
a et aura
des répercussions
de plus en plus sensibles
en Russie, en Indonésie
et... aux Etats-Unis.*

de la Cisjordanie, à Melilla, à Ceuta, autour de Gaza...). Enfin, il existe une myriade de petits conflits qui émaillent la Méditerranée et

nuisent régulièrement à la situation géopolitique et aux relations internationales. Je pense à certains des présides, ou enclaves, au large du Maroc, qui resurgissent périodiquement, nourrissant les difficultés diplomatiques et relationnelles entre l'Espagne et le Royaume chérifien. Il en est d'autres encore relevant souvent de problèmes de séparation territoriale, au sens maritime du terme : ils sont patents entre la Grèce et la Turquie et constituent des points d'achoppement entre ces deux pays.

Cette région accumule ainsi des motifs d'affrontement dont le nombre paraît d'ailleurs plus destiné à s'accroître qu'à se réduire.

1. La ligne verte, dénommée Attila par les Turcs, est une zone démilitarisée contrôlée par les Casques bleus (UNFICYP) de l'ONU, qui partage, depuis 1974, l'île de Chypre, et sa capitale Nicosie, entre la République turque de Chypre du Nord, contrôlée *de facto* par la Turquie, et la République de Chypre, dont le gouvernement est le seul qui soit internationalement reconnu.

José Lenzini. – Est-ce à dire que seule la rive sud est en proie au chaos et que la nôtre est préservée ?

Jean-François Coustillère. – C'est une question délicate. Il est évident qu'il y a également des conflits sur la rive nord, mais d'une autre nature et dans un cadre où l'Europe a modelé entre les pays une relation qui est totalement différente de celle que l'on peut trouver dans les pays du Sud. Ces conflits et ces tensions sont amoindris, même si des problèmes de séparation de l'espace maritime entre la France et l'Espagne subsistent encore, pour ne citer que le plus connu.

Il existe également des problèmes de responsabilités : je veux parler notamment des flux migratoires auxquels est confrontée l'Italie, qui regrette que les autres pays européens ne l'aident pas suffisamment dans ce domaine. Néanmoins, ce type de problème ne dégénère pas jusqu'à la crise ou au conflit... Tout au moins jusqu'à présent ! L'Union européenne fait office d'amortisseur. Il n'en reste pas moins que ces points d'achoppement existent et peuvent peser sur les relations, particulièrement avec l'Italie qui, tant qu'on ne l'aidera pas plus, manifeste peu d'enthousiasme dans l'application de telle ou telle disposition que prévoit l'Union européenne. Ainsi, Rome a eu tendance à négliger ses obligations européennes et à laisser une partie des migrants s'évanouir dans la nature, c'est-à-dire dans

les autres États membres : en 2014, sur 170 000 migrants arrivés sur le territoire italien seuls 66 066 ont été enregistrés et placés dans des centres, les 100 000 autres ont disparu. Cela a conduit à une critique violente de l'État italien, qualifié de « passoire ». Depuis, Rome a renforcé ses dispositions de contrôle et s'efforce notamment de prendre les coordonnées et les empreintes digitales des arrivants. Selon la CIMADE¹, au cours des premiers mois de 2017 l'Italie a été en mesure de relever plus de 90 % des empreintes... Néanmoins, souvent submergés sous le flot, les centres éprouvent des difficultés pour exercer ces contrôles et arguent de l'impossibilité d'user de la force pour obtenir ces fameuses empreintes... De leur côté, les migrants répugnent à être ainsi fichés, car cela faciliterait leur renvoi vers le premier pays de leur entrée dans l'Union européenne, en cas d'interpellation dans un pays européen. Ils s'emploient donc à échapper à ces contrôles. Des frictions avec les pays frontaliers de l'Italie, plus particulièrement la France et l'Autriche, et, au-delà, avec l'Union européenne, se sont alors développées. Lors des élections générales italiennes de 2018, cette situation favorise des partis, le Mouvement 5 étoiles et la Ligue du Nord, ayant largement fondé leur

1. Le 18 octobre 1939, à Bièvres, est créée la CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués).

campagne électorale sur des thèmes anti-immigration. Le gouvernement italien refoule désormais les migrants.

De ce fait, l'Espagne devient, depuis juillet 2018, la première voie d'entrée de migrants en Europe, notamment à travers le détroit de Gibraltar, mais également *via* Ceuta, Melilla, etc. Les clandestins venus du Sud sont alors, pour le premier semestre 2018, trois fois plus nombreux que ceux observés à la même époque l'année précédente. L'Espagne à son tour en appelle à la solidarité européenne.

Aujourd'hui, la crise s'est donc élargie, après la Grèce et l'Italie, à l'Espagne.

José Lenzini. – Peut-on dire que la Méditerranée, avec ses crises, émeut le monde mais suscite, à la longue, une certaine forme d'habitude, de résignation ?

Jean-François Coustillière. – Elle inquiète le monde parce qu'elle est l'objet de tensions entre des ethnies et entre des religions qui font tâche d'huile, finissant d'ores et déjà par se répercuter ailleurs sur la planète ainsi qu'on a pu le constater par exemple avec les agissements de Boko Haram au Nigeria, en Afghanistan avec les talibans ou encore en Indonésie avec les attentats commis par l'État islamique à Jakarta... Les problèmes liés à l'islam violent, aux djihadistes, aux salafistes, ont et auront des répercussions de plus en plus sensibles en Russie, en Indonésie et même aux États-Unis.

La Russie est le premier pays musulman d'Europe (une communauté de 20 millions de personnes). Les musulmans sont présents surtout dans le Caucase-nord, incluant les républiques de Karatchaïévo-Tcherkessie, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie et du Daghestan, majoritairement musulmanes à l'exception de l'Ossétie du Nord. Celles-ci ont été islamisées dès les premières conquêtes arabes, au milieu du VIII^e siècle. Il y a aussi les Tatars et les Bachkirs. À ces deux groupes indigènes, il faut ajouter les centaines de milliers de migrants originaires d'Asie centrale qui travaillent en Russie. Ces trois groupes appartiennent à l'islam sunnite.

L'Indonésie comporte la plus forte majorité musulmane du monde (88 % de la population, le reste étant composé de 7 % de protestants, 2,8 % de catholiques, 1,7 % d'hindouistes), mais est aussi la troisième plus grande démocratie du monde avec 255 millions d'habitants. Traditionnellement modérées, ces composantes vivaient en bonne intelligence mais, depuis les années 1970, le radicalisme musulman d'influence wahhabite s'étend et noyaute de plus en plus la population musulmane. L'Indonésie connaît une montée du conservatisme avec des exigences récurrentes telles l'interdiction de la consommation d'alcool, l'application de la *charia*, les tentatives pour faire régresser les droits des femmes, etc. L'islamisme intégriste met ainsi

en cause son modèle de cohabitation et de tolérance qui s'appuie sur des pratiques mûries de coutumes locales et respectueuses de toutes les minorités religieuses. Néanmoins, cette évolution inquiète nombre d'États d'Asie du Sud-Est au point que les ministres de la Défense de cette région, réunis en juin 2017 à Singapour, ont pu affirmer que la montée de l'islamisme était, selon les propos du ministre de la Défense singapourien Ng Eng Hen, « la menace sécuritaire la plus importante ». À l'heure où il parlait, l'armée philippine avait toutes les peines du monde à venir à bout du puissant groupe djihadiste, directement inspiré de l'EI, qui s'était emparé d'une partie de la ville de Marawi, sur l'île de Mindanao (Philippines).

Aux États-Unis, l'islam rassemblait environ 3,3 millions de personnes en 2016, soit 1 % de la population totale du pays. Ce n'est pas considérable, même si on constate que le taux est passé de 0,3 % de la population à 1 % entre 1990 et 2016 et que celle-ci serait constituée d'immigrés à hauteur de 64 %. Ces caractéristiques, renforcées par l'actualité des attentats récents et notamment du 11 septembre 2001, font que la population américaine redoute que l'islam, plus que toute autre religion, soit susceptible d'encourager la violence envers ceux qui ne partagent pas cette foi.

Ces pays sont légitimement portés à s'inquiéter du devenir des crises méditerranéennes pouvant être à l'origine de problèmes et qui

impacteraient leurs propres territoires. Mais elles suscitent également la résignation du fait de leur enlèvement. Le conflit du Proche-Orient en est l'illustration la plus démonstrative. Cet affrontement entre Palestiniens et Israéliens qui remonte à 1947 n'est toujours pas résolu malgré des crises, des avancées, des retraits, laissant une fâcheuse impression d'effets de yo-yo. Pourtant, les appels à œuvrer pour une solution négociée se sont multipliés, et on peut rappeler à ce sujet le discours prononcé le 3 mars 1965 à Jéricho par le président tunisien Habib Bourguiba qui, sans doute, fut parmi les premiers dirigeants arabes à interpellé ses pairs arabes. Je me souviens de l'un des passages forts de cette allocution ; il avait lancé notamment :

Il faut que, de la nation arabe, montent des voix pour parler franchement aux peuples, savoir que la lutte doit se poursuivre avec tout ce qu'elle comporte de détours, d'étapes, de ruses jusqu'au jour où nous aurons arraché, non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour les générations futures une victoire complète et définitive.

Après des négociations à n'en plus finir, après les accords d'Oslo (déclaration de principe en 1993 et accords de Jéricho-Gaza en 1994) qui suscitérent tant d'espoir, rien n'a avancé.

Le processus de paix retourne chaque fois à la case départ. Ce sont autant d'échecs